

LES ENTREPRISES EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Février 2025

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

Contexte national : l'économie française face à l'incertitude politique et économique

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, crise inflationniste), l'économie mondiale a résisté en 2024 et l'inflation a continué de refluer. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2025](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2024. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,8 % en 2024, après une hausse de 0,4 % en 2023.

En France, sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister malgré le choc inflationniste des dernières années et dans un contexte d'incertitude politique et de haut niveau de déficit public. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication ainsi que dans les services aux entreprises et aux ménages. Ces secteurs ont fortement bénéficié d'un effet J.O.P. de Paris dont on estime l'impact macroéconomique à +1/4 point de croissance au troisième trimestre avec un contrecoup négatif au quatrième trimestre. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a connu une baisse en 2024, les sous-secteurs des biens d'équipements et surtout des matériels de transport ont subi une importante diminution de leur valeur ajoutée. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2024 ; pour la première fois depuis plus de 50 ans les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite, dans un contexte de taux d'emprunt élevés.




Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2024, l'activité resterait ralentie en 2025 avant de se raffermir ensuite. En 2025, la demande intérieure serait affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte de forte incertitude qui les entoure. En 2026, la croissance annuelle rebondirait, favorisée par la détente des conditions financières. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance et la consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu. En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Le marché du travail commencerait à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,4 % en 2024 et 1,6 % en 2025. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

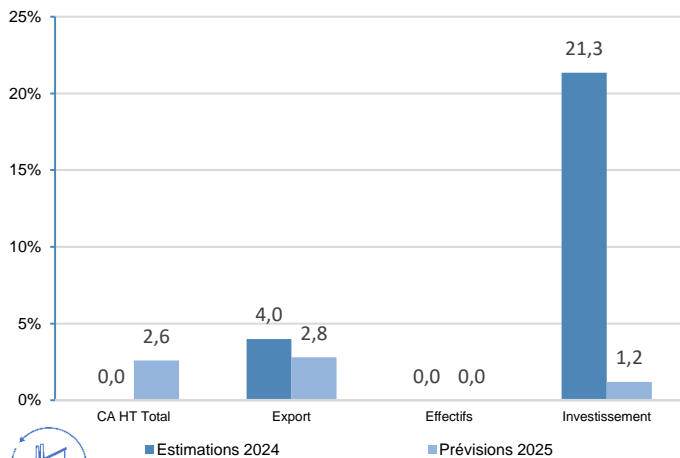
Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a entamé une phase d'assouplissement monétaire. En janvier 2025, le taux de dépôt a reculé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 2,75 %.** Il s'agit de la cinquième baisse des taux directeurs depuis juin. Les taux ont reculé au total de 1,25 point de pourcentage ² depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs

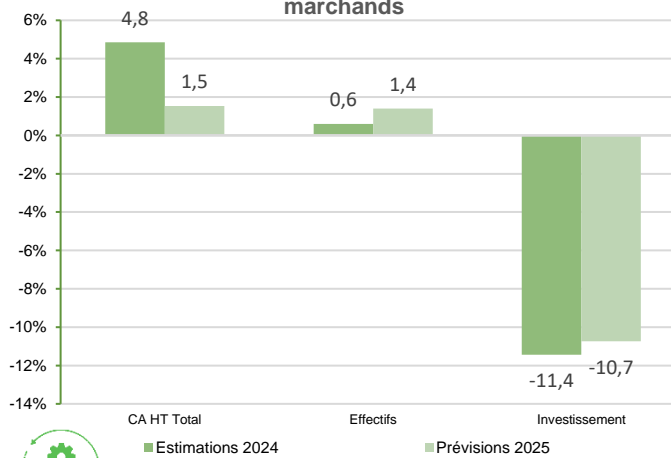
	Chiffre d'affaires	2024 :	+0.0%
		2025 :	+2.6%
	Exportations	2024 :	+4.0%
		2025 :	+2.8%
	Effectifs	2024 :	+0.0%
		2025 :	+0.0%
	Chiffre d'affaires	2024 :	+4.8%
		2025 :	+1.5%
	Effectifs	2024 :	+0.6%
		2025 :	+1.4%
	Production totale	2024 :	-0.6%
		2025 :	+1.1%
	Effectifs	2024 :	-0.7%
		2025 :	+0.2%

Situation régionale

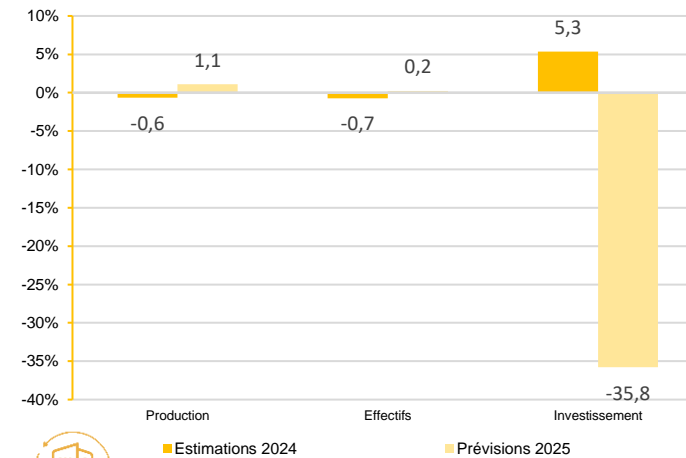
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

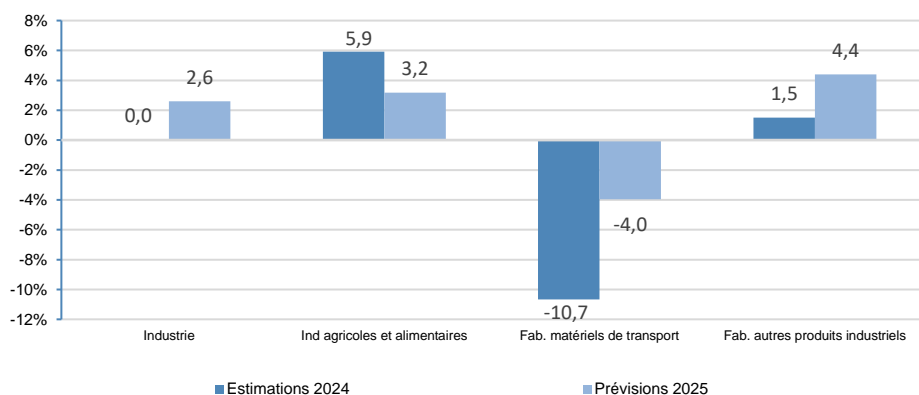
- L'économie régionale résiste dans un contexte de croissance entravée. Presque tous les chiffres de 2024 sont en retrait ou stables par rapport aux prévisions de l'année précédente, à l'exception de quelques secteurs de pointe. Seules les exportations industrielles ont poursuivi leur progression en 2024.
- Les services marchands demeurent plus dynamiques que l'industrie, qui est stable, ou que le BTP, qui est en recul. Les effectifs intérimaires ont nettement diminué dans tous les secteurs. Les rentabilités ont été moins bonnes qu'attendu.
- Les **perspectives pour 2025 sont modestes**: alors que les **incertitudes nationales et internationales sont grandes**, les chiffres d'affaires, les effectifs et les investissements augmenteraient peu.
- Avec la **baisse effective de l'inflation à moins de 2% en 2025 et des rentabilités stabilisées**, malgré des investissements en repli, sauf dans l'industrie, la croissance de l'activité est probable.
- Le **BTP** est un secteur qui accumule plusieurs facteurs négatifs, et dont les évolutions contrastées entre sous-secteurs doivent inciter à la vigilance.



Synthèse de l'Industrie

2023 était marquée par un ralentissement de la croissance dans un contexte de désinflation, les réalisations étant en retrait par rapport aux prévisions. 2024 s'inscrit en retrait par rapport aux prévisions : les chiffres d'affaires stagnent malgré des exportations dynamiques (+4%), les effectifs ne varient pas et les investissements augmentent fortement (+21.3%). La rentabilité est davantage marquée par la stabilité, les marges sont un sujet de préoccupation, de même que les gains de productivité. Les secteurs les plus dynamiques sont l'aéronautique et la métallurgie ; les secteurs les plus en baisse sont le travail du bois - industrie du papier - imprimerie, les produits en caoutchouc, plastique et autres, les équipements électriques et électroniques - autres machines. 2025 s'annonce en croissance modérée avec des effectifs et des investissements atones. La hausse des coûts des intrants et des prix de vente a été divisée par trois en 2024, et devrait encore refluer en 2025.

Évolution du chiffre d'affaires



L'année 2023 s'était traduite par un net tassement de l'activité (+3.8%) alors que les prévisions faites un an auparavant tablaient sur une hausse de 6.3%. Pour 2024 l'augmentation attendue de 3.2% ne s'est pas produite, les chiffres d'affaires sont restés stables.

Le secteur de l'agroalimentaire, la fabrication d'autres produits industriels, en particulier la métallurgie et les cosmétiques, affichent des performances positives.

Dans la fabrication de matériels de transport, la dynamique de l'aéronautique est la plus notable des sous-secteurs de l'industrie, alors que l'industrie automobile est en net recul. Les principaux sous-secteurs de la fabrication d'autres produits industriels, de même que les équipements électriques et électroniques, sont en retrait. L'imprimerie et la fabrication des produits en caoutchouc et plastiques connaissent des baisses fréquentes de chiffre d'affaires depuis 2020.

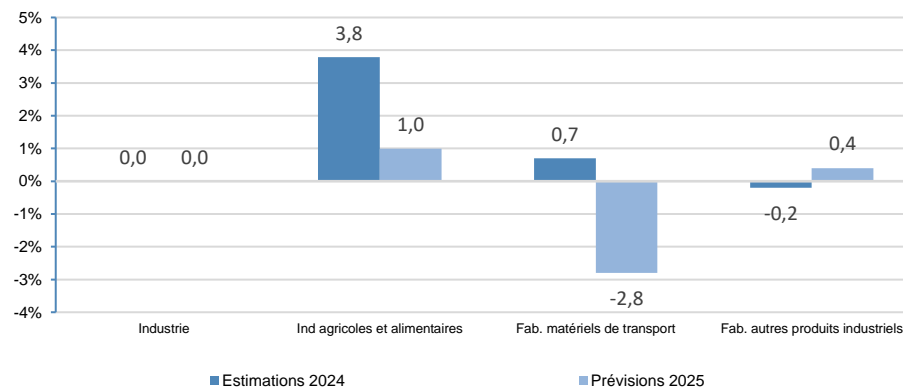
En 2023, la dynamique des effectifs avait été moins bonne que prévu avec des difficultés de recrutement en recul mais toujours marquées. En 2024 les réalisations (stables) sont inférieures aux prévisions (croissance de 0.5%).

Les secteurs de l'agroalimentaire et du matériel de transport affichent les plus fortes croissances, ce dernier grâce à l'aéronautique (+6.1%).

Les effectifs ont légèrement baissé dans l'industrie du luxe, dans la majeure partie de la fabrication des autres produits industriels (hors textile, métallurgie et industrie pharmaceutique), et dans celle d'équipements électroniques et électriques.

Les intérimaires ont fortement baissé dans tous les secteurs sauf le matériel de transport. Pour 2025, les effectifs resteraient stables malgré une croissance prévisionnelle de 2,6% du chiffre d'affaires, ce qui peut être lié au souhait d'améliorer la productivité.

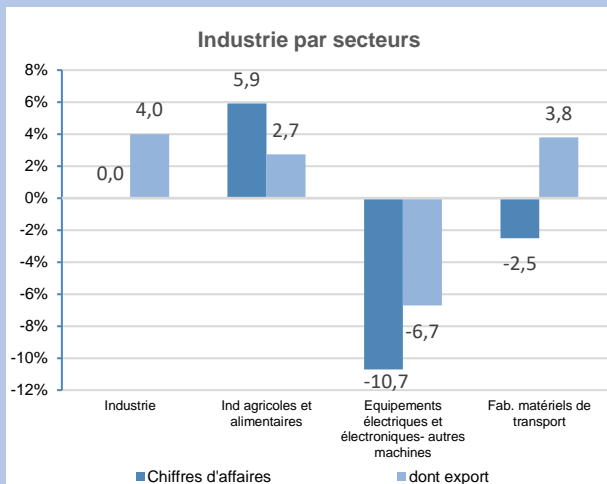
Évolution des effectifs





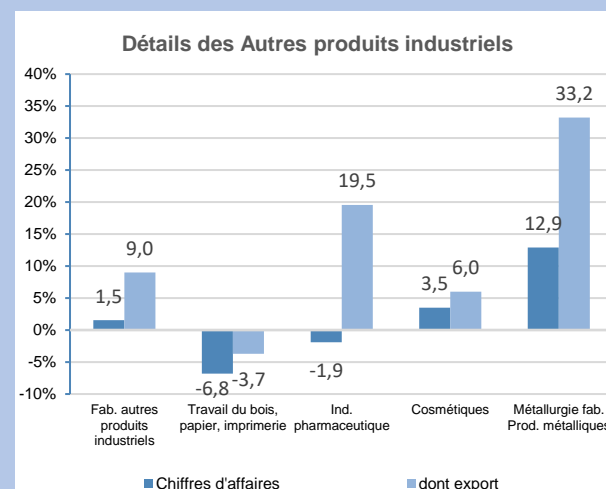
21%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



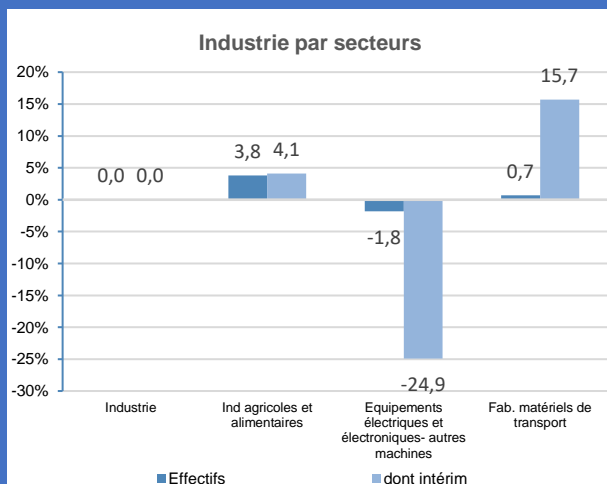
En 2024 l'activité a moins progressé que prévu. Les problèmes de recrutement ont persisté, mais ils ont continué à reculer dans un contexte de ralentissement de l'activité. Le secteur de l'agroalimentaire a connu une croissance du chiffre d'affaires, alors que les équipements électriques et électroniques et le matériel de transports se sont inscrits en repli (hormis l'aéronautique). Les exportations ont progressé dans presque tous les secteurs d'activité (+4%).

Chiffre d'affaires, dont export



Parmi les autres produits industriels, la métallurgie et les cosmétiques ont été dynamiques, les seuls en croissance. Ailleurs les chiffres d'affaires sont en baisse, la filière bois étant la plus impactée. Cet affaiblissement de la conjoncture porte sur le marché intérieur, car excepté dans le travail du bois, les exportations sont en nette hausse, à l'instar de la métallurgie et l'industrie pharmaceutique.

Bilan 2024

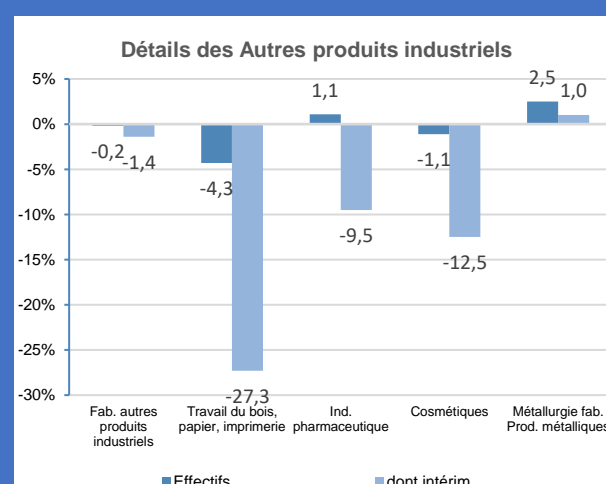


La dynamique a été moins bonne que prévu en 2024 avec de moindres difficultés de recrutement. Les effectifs sont restés stables, (+3.8% dans l'agroalimentaire et +6.1% dans l'industrie aéronautique). L'intérim est en net recul dans tous les secteurs, exceptés l'agroalimentaire et la fabrication de matériels de transport.

Effectifs, dont intérim

Dans les autres produits industriels, 2024 se traduit par des disparités entre sous-secteurs. Ainsi seules la métallurgie, l'industrie textile et l'industrie pharmaceutique affichent de faibles progressions. L'ajustement des effectifs se fait au travers de l'intérim, en reflux dans la plupart des secteurs.

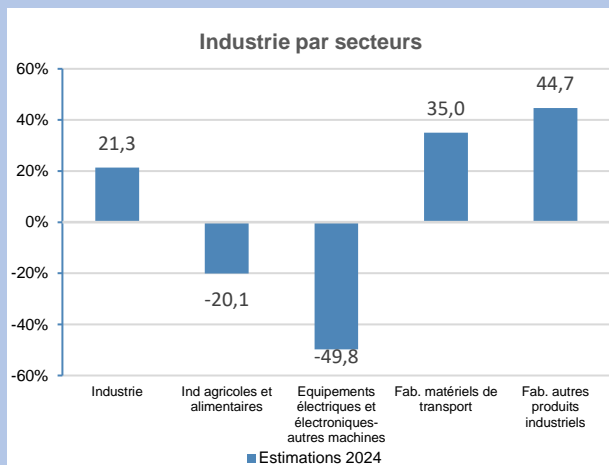
Effectifs, dont intérim





21%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



La hausse des investissements concerne le secteur du matériel de transport, en particulier l'aéronautique (il y a une baisse dans l'automobile), l'industrie pharmaceutique, la métallurgie, les cosmétiques et l'imprimerie. Ils sont ciblés sur quelques grands acteurs.

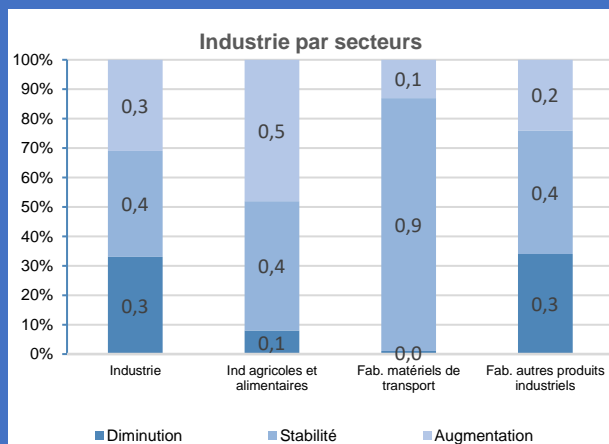
Ailleurs les investissements sont en baisse, parfois très sensiblement, comme dans l'agroalimentaire et les équipements électriques et électroniques.

Les investissements réalisés en 2024 (+21.3%) sont moins bons qu'attendu (+28%) mais sont restés dynamiques. Les perspectives 2025 sont peu encourageantes à +1.2% avec une baisse dans l'agroalimentaire et la fabrication d'autres produits industriels.

Alors qu'en 2024 les investissements d'équipement ont baissé de 8% et progressé de 3.9% dans l'immobilier. La situation s'inverserait en 2025 avec une progression attendue de 12.2% des investissements d'équipements. Ils augmenteraient enfin en 2025 dans la filière automobile après des baisses successives depuis le début de la décennie. De hauts niveaux d'investissements se maintiendraient dans l'aéronautique et la métallurgie, tandis que de fortes reprises se produiraient dans le textile et la fabrication de produits informatiques et électroniques. En revanche des baisses affecteraient l'industrie agroalimentaire, la filière bois et la fabrication de produits en caoutchouc.



Bilan 2024



40 % des entreprises prévoient début 2024 une hausse de la rentabilité, et 20 % une baisse.

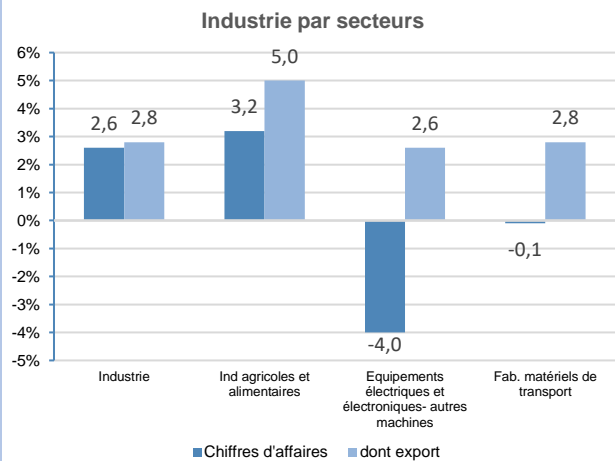
Au final, seules 30% des sociétés ont vu leur rentabilité augmenter et 30 % ont constaté une diminution. Les hausses de prix ont permis de reconstituer des marges, dans une moindre proportion cependant.

Rentabilité



21%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



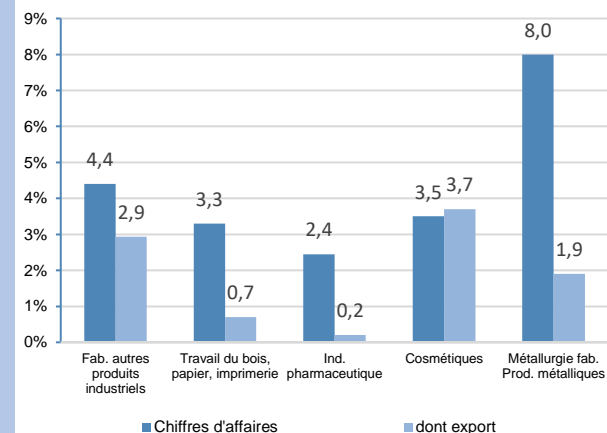
Pour 2025 une augmentation globale de 2.6% des CA est attendue, dans un contexte de désinflation accentuée qui permettrait une progression de 1.7% en volume. Les hausses concerneraient l'agroalimentaire et la fabrication d'autres produits industriels. Les exportations confirmeraient leurs bonnes performances de 2024.

Chiffre d'affaires, dont export

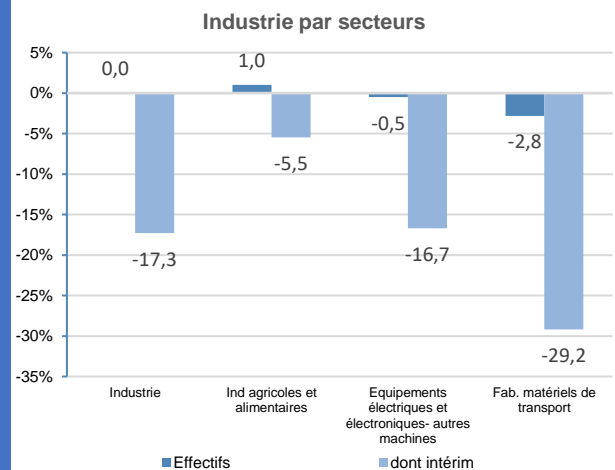
En ce qui concerne les autres produits industriels, les perspectives pour 2025 laissent apparaître des progressions, le plus souvent légères, dans tous les sous-secteurs.

Les exportations sont en phase avec ces tendances, mais avec un niveau de croissance plus modeste sauf dans le textile et les cosmétiques.

Détails des Autres produits industriels



Perspectives 2025

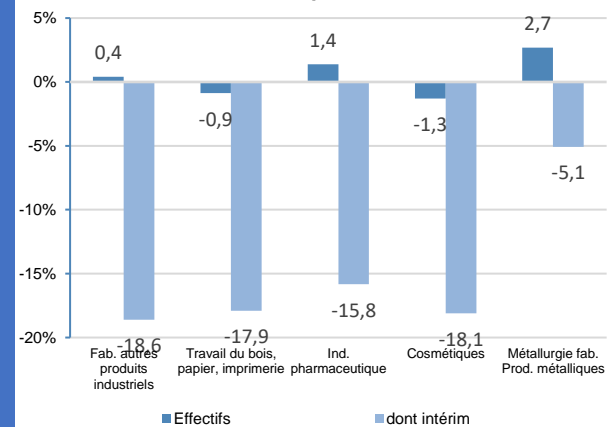


En 2025 les prévisions sont stables (comme les estimations 2024) alors qu'une petite reprise de l'activité est attendue (+2.6%). Seuls les sous-secteurs de l'aéronautique, de l'industrie pharmaceutique et de la métallurgie augmenteraient leurs effectifs. Les effectifs intérimaires s'inscriraient en baisse dans presque tous les secteurs.

Tous ces sous-secteurs envisagent une faible progression de l'emploi total, voire un recul, avec une nette diminution de l'emploi intérimaire.

Ces évolutions pourraient s'expliquer par le ralentissement économique et la volonté qui semble se généraliser de réaliser des gains de productivité.

Détails des Autres produits industriels



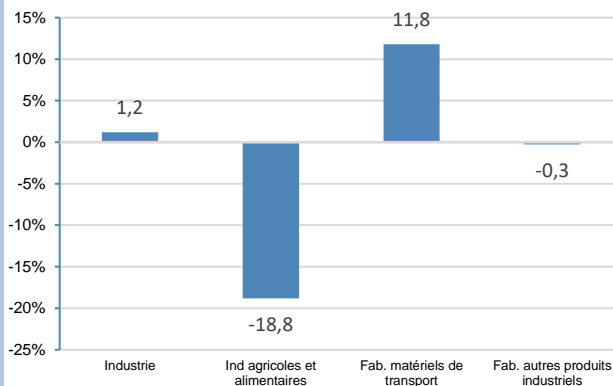
Effectifs, dont intérim

Effectifs, dont intérim



21%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Investissements

Les investissements sont attendus en très légère hausse de manière générale en 2025. Ils seraient particulièrement dynamiques dans les équipements électriques et électroniques - autres machines, le matériel de transport et les cosmétiques. Cependant, une forte baisse est attendue dans l'agroalimentaire et la filière bois. La transition énergétique et la recherche de gains de productivité peuvent expliquer certaines de ces tendances.

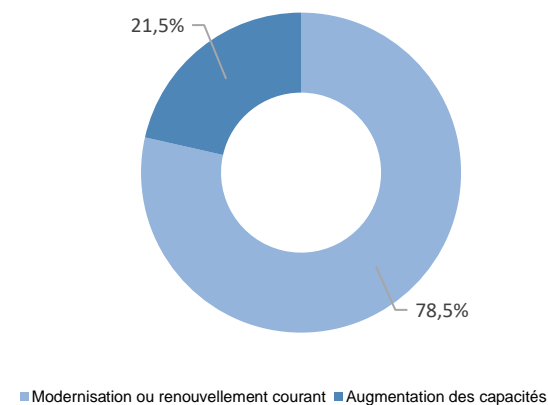
Orientation des prévisions

Les dépenses d'investissement s'orienteraient pour près de 80% vers une modernisation ou un renouvellement de l'outil de production contre 60% en 2024.

Plus de 20 % seraient consacrés à l'augmentation des capacités de production, contre 40% il y a un an.

Dans un contexte marqué par une activité atone, la priorité est accordée à l'optimisation de l'outil de production.

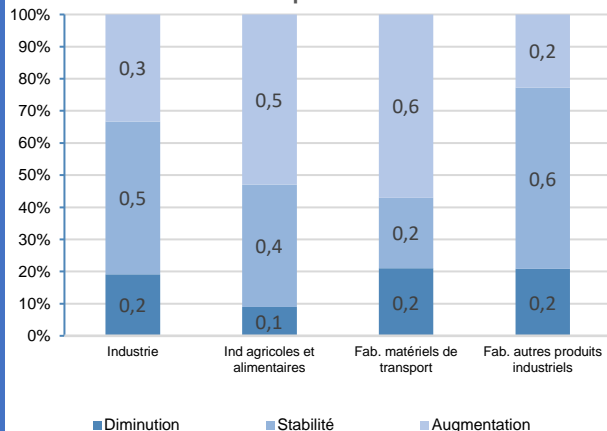
Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives 2025

50% des entreprises interrogées prévoient une stabilité de leur rentabilité. Elles sont moins nombreuses à conjecturer une hausse ou une baisse. Les sociétés chercheraient plus encore qu'en 2024 à préserver leurs marges grâce à une rationalisation des coûts et une optimisation de l'outil de production, voire des hausses de prix même si elles sont devenues difficiles du fait de la concurrence.

Industrie par secteurs



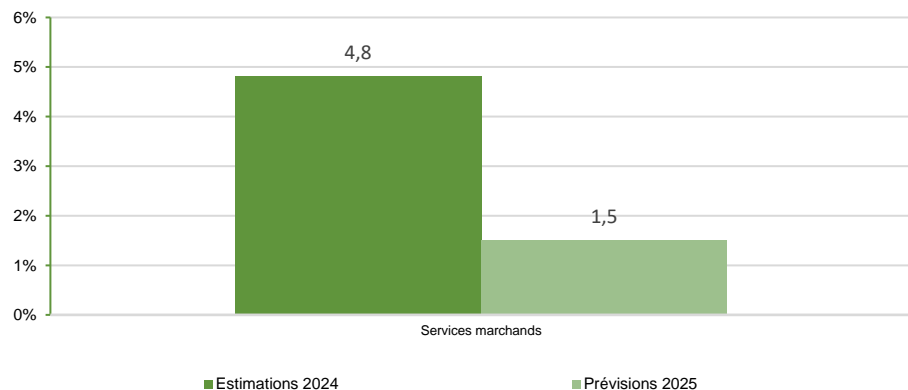
Rentabilité



Synthèse des services marchands

Après de bons résultats en 2022, l'année 2023 avait été marquée par des chiffres d'affaires en repli et nettement inférieurs aux prévisions de début d'année (-0.7% contre +6.5%). En 2024 le chiffre d'affaires s'affiche en nette hausse (+4.8%) quoiqu'en retrait par rapport aux prévisions de début d'année (+7.6%). Les hausses de tarifs sont plus importantes que dans les autres secteurs, la hausse de prix liés à des approvisionnements et les progressions récurrentes de salaires ont plus d'impact qu'ailleurs. Aucune spirale salaires-prix n'a été mise à jour. Les services informatiques sont plus dynamiques que les transports routiers de marchandises, qui cependant améliorent leur position.

Évolution du chiffre d'affaires



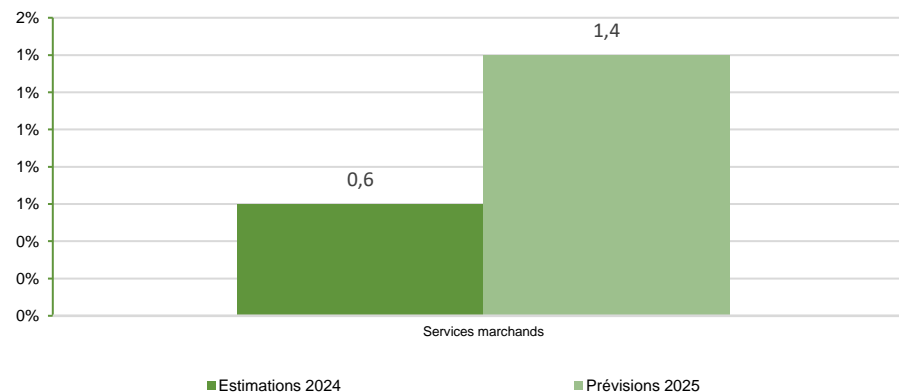
Réalisations 2024: le chiffre d'affaires a progressé, confirmant que l'année 2024 a été plus favorable dans tous les sous-secteurs.

Pour 2025 les prévisions sont moins bonnes qu'en 2024. La croissance serait modeste, particulièrement dans les services informatiques.

Les exportations diminueraient de plus de 2% après un recul en 2024.

Après une petite progression en 2023, les effectifs ont peu évolué en 2024 (+0.6%) et sont en deçà de qui était envisagé en début d'année (+3.3%). Ils sont attendus en plus forte hausse en 2025, en particulier dans l'informatique. Les effectifs intérimaires ont baissé de 13.4% en 2024 après -18% en 2023 et baisseraient encore de 10.9% en 2025, dans un contexte de croissance globale des effectifs : des postes d'intérim sont donc transformés en CDI. Le découplage observé en 2024 entre les variations des chiffres d'affaires et des effectifs suggère des initiatives visant à préserver les excédents bruts d'exploitation ou les résultats nets des sociétés du secteur.

Évolution des effectifs

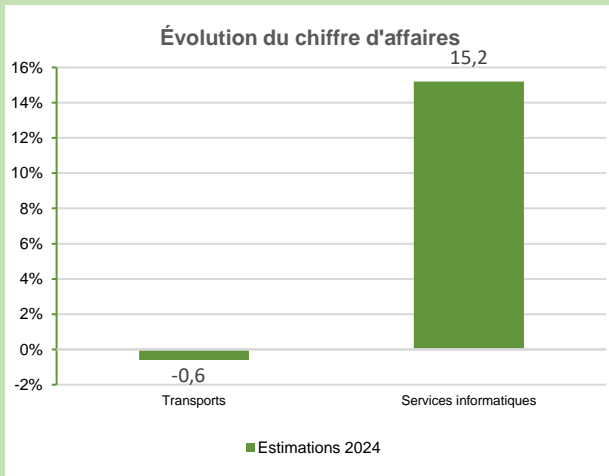




68%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

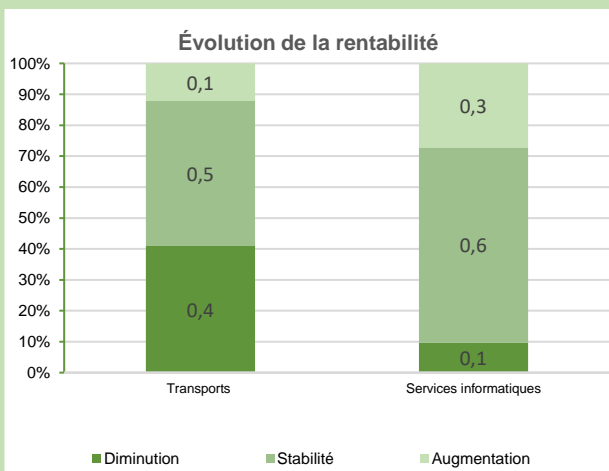
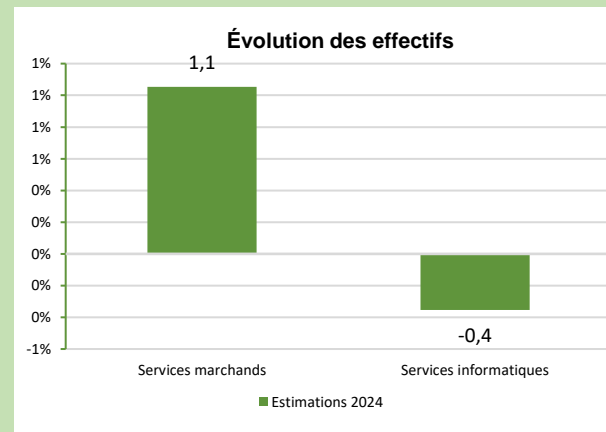
Chiffre d'affaires



En 2024 le chiffre d'affaires a été inférieur aux prévisions de début d'année. La baisse est moins prononcée que l'année précédente dans les transports routiers. Les marges sont sous pression, il est parfois difficile de répercuter les hausses de charges sur les prix. Néanmoins le coût des intrants s'est nettement dégonflé en 2024.

Effectifs

Depuis 2021, les effectifs apparaissent en deçà des prévisions. 2024 ne fait pas exception : un effort de rationalisation des charges et des difficultés de recrutement expliquent cette évolution. Les effectifs sont en revanche en progression dans le secteur des transports. Le nombre d'intérimaires s'inscrit en forte baisse (-13.4%), il progresse un peu dans les transports routiers.



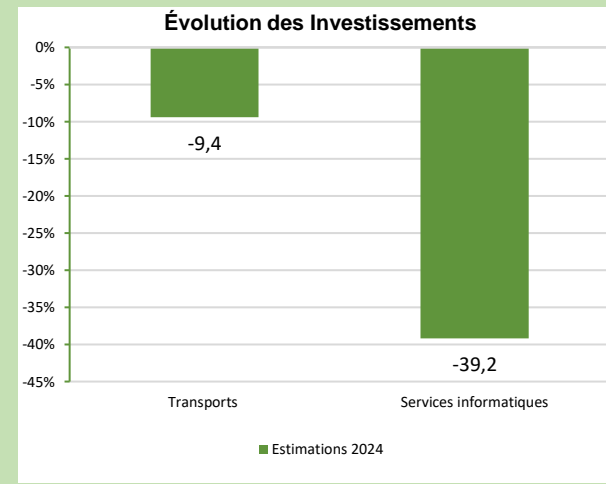
Les réalisations de 2024 ont été plus faibles qu'attendues avec un niveau de hausse de rentabilité deux fois inférieur à l'estimation d'il y a un an. La proportion de baisse est également moindre (40% contre 50% attendue). La stabilité prévaut donc. L'augmentation des coûts des intrants et des salaires ont réduit les marges, malgré des hausses de tarifs.

Rentabilité



Bilan 2024

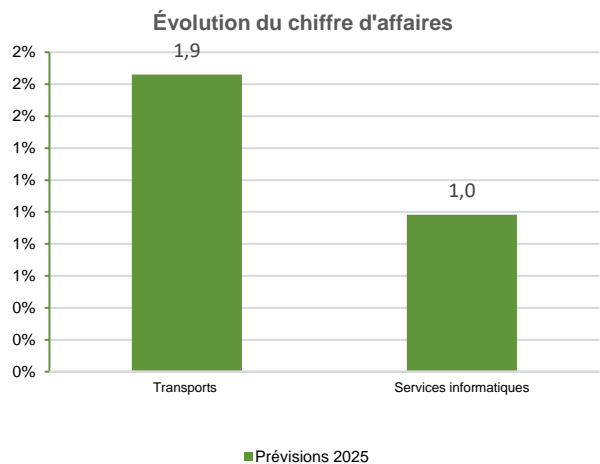
La baisse des investissements (-11.4 %) a été moins forte que les prévisions faites en début d'année 2024 ne les laissaient attendre, avec une diminution plus marquée dans les services informatiques. La tendance depuis quelques années est au recul des investissements dans les services.



Investissements



68%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



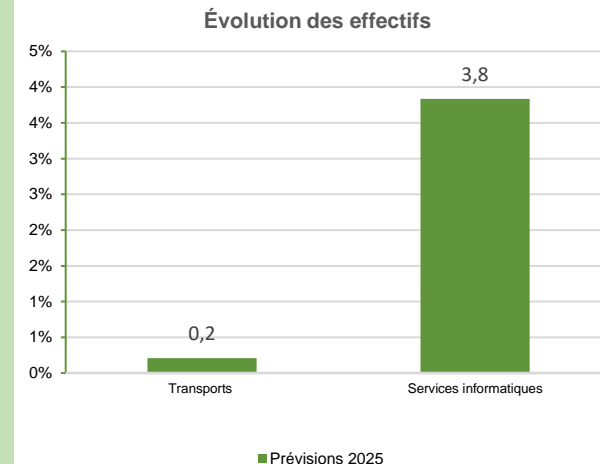
Chiffre d'affaires

2025 devrait être une année de tassement de la croissance à +1.5% avec une progression plus forte pour le transport routier de marchandises que pour les services informatiques.

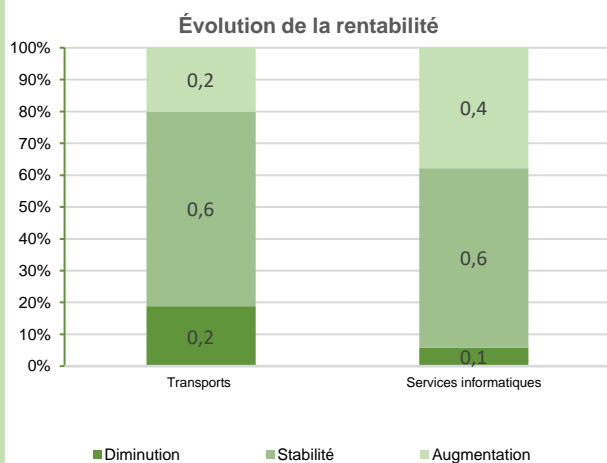
Les exportations seraient en recul, mais moins qu'en 2024.

Effectifs

En petite progression en 2024 (+0.6%), les effectifs sont attendus en plus forte hausse en 2025, (+1.4%) en particulier dans l'informatique. Les effectifs intérimaires ont baissé de 13.4% en 2024 et baisseraient encore de 10.9% en 2024. Étant donné la progression des effectifs, il est probable que des contrats d'intérim soient transformés en CDI.



Perspectives 2025



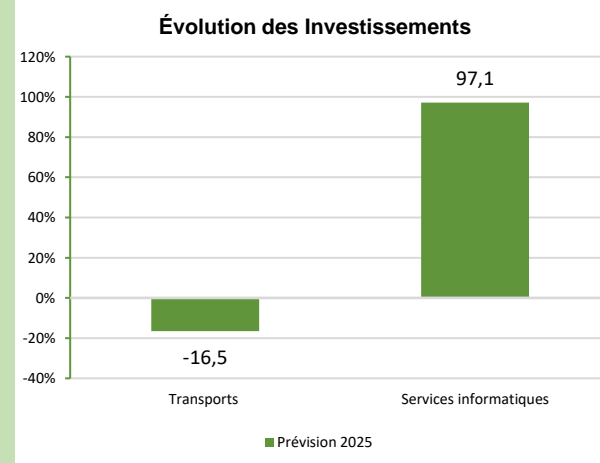
Une majorité de chefs d'entreprise anticipent une stagnation en 2025.

20 à 40% espèrent une augmentation, ce qui est mieux que ce qui était prévu début 2024. Les baisses de rentabilité seraient moins fréquentes.

La défense des marges par des hausses de tarifs et la rationalisation des coûts sont des facteurs d'explication.

Rentabilité

En 2024 les investissements ont nettement diminué, toutefois moins que prévu. Ils seraient à nouveau orientés à la baisse en 2025, pour la troisième fois depuis 2022. Cela peut laisser planer des doutes sur le niveau de croissance des années à venir. On attend une baisse plus importante dans les transports routiers et une forte reprise dans les services informatiques.



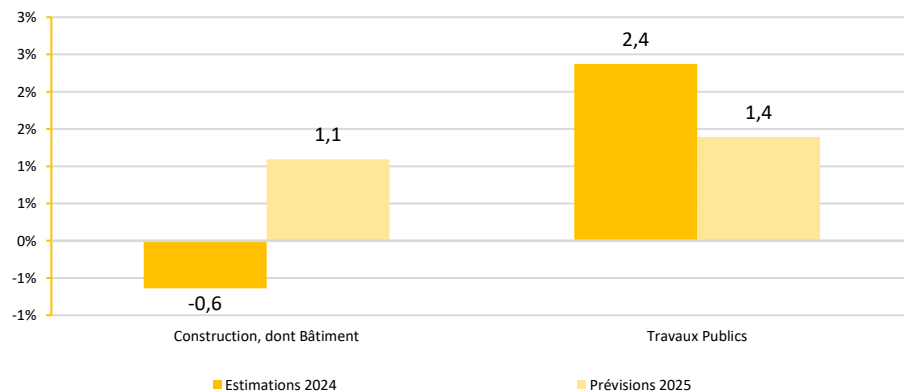
Investissements



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2024 le chiffre d'affaires apparaît en baisse modérée, comme en 2023. Le chiffre est conforme à la prévision de début d'année. Le gros œuvre est particulièrement en recul, avec un sous-secteur de la construction de maisons individuelles en berne. Les difficultés d'approvisionnement sont désormais marginales et les problèmes de recrutement moins prégnants, parfois en raison de la faiblesse de la conjoncture. Les acteurs du secteur font état de multiples freins à leur activité (niveau des taux d'intérêt bancaires, réglementation, forte concurrence, frilosité des collectivités locales...). Les prix baissent dans quelques sous-secteurs du gros œuvre, et plus récemment du second œuvre, ainsi que dans les travaux publics.

Évolution de la production



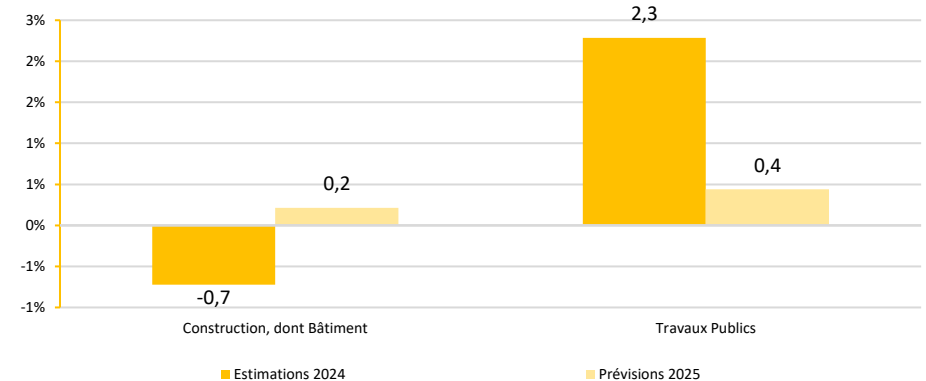
En 2024, les effectifs ont reculé davantage que prévu. Les difficultés de recrutement ont un peu diminué en raison d'un moindre besoin en main d'œuvre mais sont restés non négligeables. Ces difficultés affectent la construction plus que d'autres secteurs.

De fait, en 2024, le recul des effectifs dans le bâtiment a été en partie compensé par la progression (moins qu'en 2023) dans les travaux publics. Une progression des effectifs est prévue pour 2025 en lien avec les évolutions projetées d'activité. Elle serait marquée par une amélioration dans le second œuvre et une poursuite de l'érosion dans les travaux publics.

Le secteur avait retrouvé en 2021 le profil de croissance soutenue des années 2018-2019.

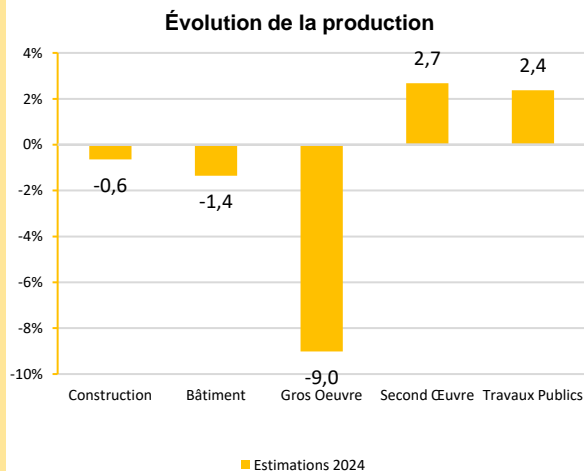
Depuis 2023 le chiffre d'affaires est en baisse, surtout dans le bâtiment. En 2024, l'activité baisse de 1.4% dans le bâtiment avec une diminution de 9% dans le gros œuvre et une hausse de 2.7% dans le second œuvre (1.1% en 2023). Il y a un tassement dans les travaux publics (+2.4% après +5.5% en 2023). Pour 2025 une hausse de 1.1% du chiffre d'affaires est attendue avec une croissance un peu plus forte dans le second œuvre, un gros œuvre toujours en nette baisse, et un ralentissement supplémentaire dans les travaux publics. Les problématiques évoquées dans la synthèse fragilisent de nombreux acteurs et attisent les craintes pesant sur le secteur.

Évolution des effectifs





9%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

Après une baisse d'activité de 1% en 2023, surtout en lien avec le second œuvre, les données de 2024 s'inscrivent à nouveau en baisse (0.6%) du fait du recul du gros œuvre et du tassement de la croissance des travaux publics. Le second œuvre se redresse.

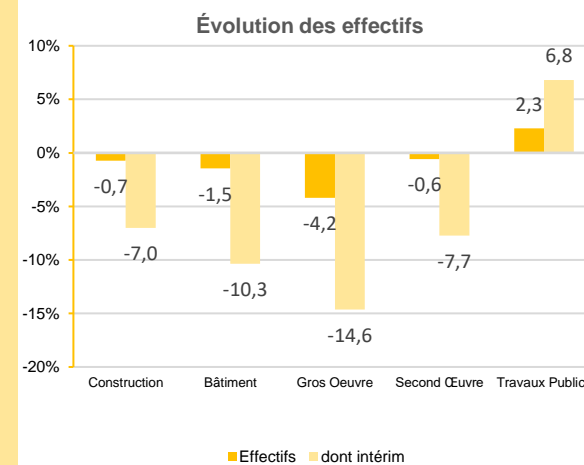
La forte concurrence pousse à la baisse des prix, et les difficultés liées aux possibilités de financement des clients et à la viabilité de quelques acteurs du secteur progressent.

Effectifs, dont intérim

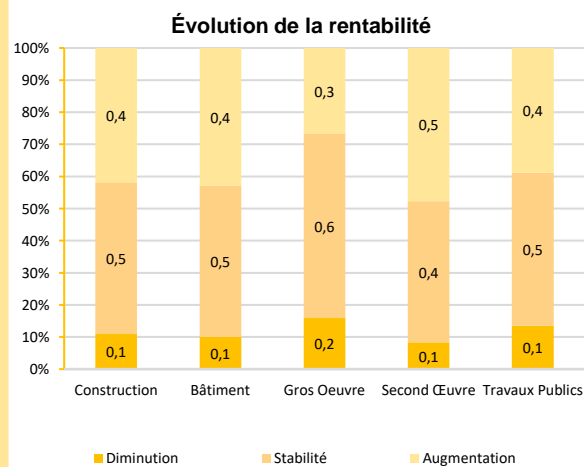
Une baisse a été observée, proche de ce qui était attendu.

Tous les sous-secteurs à l'exception des travaux publics ont vu leurs effectifs décliner, en premier lieu le gros œuvre, avec un recul nettement plus marqué des effectifs intérimaires.

Si les difficultés de recrutement tendent à se réduire, c'est parce que de moins en moins d'entreprises cherchent à recruter.



Bilan 2024

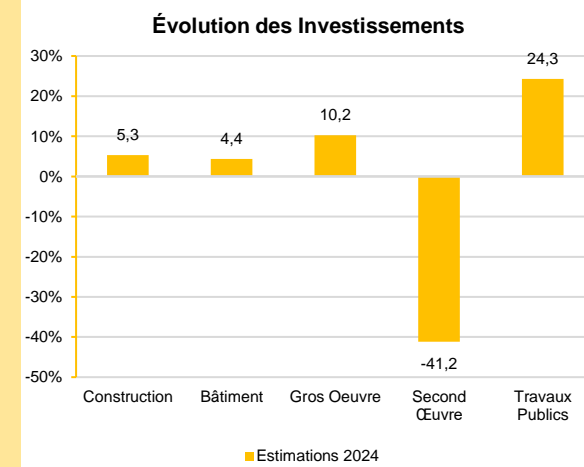


Au début de l'année 2024 une forte majorité des entreprises envisageaient une stabilité de la rentabilité d'exploitation.

Les réalisations confirment cette prévision pour seulement 50% d'entre elles. La proportion de hausses est plus forte qu'attendu (30% contre 10%), à l'inverse de celle des baisses (10% contre 30%).

Les marges se sont resserrées avec une tendance à la baisse des prix de vente et un coût des intrants qui reste élevé.

Pour la première fois depuis 2020, les réalisations ont été supérieures aux attendus (progression de 5.3% en 2024 alors que +1.2% étaient attendus). En 2024 la hausse concerne tous les sous-secteurs, à l'exception d'une forte baisse dans le second œuvre, où les réductions successives de l'investissement ces dernières années illustrent les difficultés actuelles et peut-être à venir du secteur.

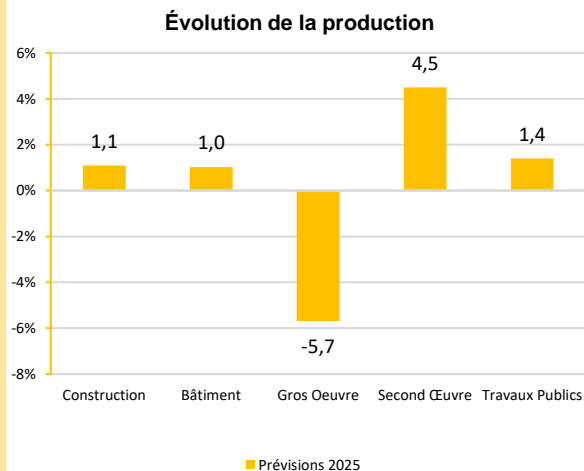


Rentabilité

Investissements



9%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

Pour 2025 un rebond de 1.1% du chiffre d'affaires est attendue.

Il serait surtout lié à la progression du second œuvre.

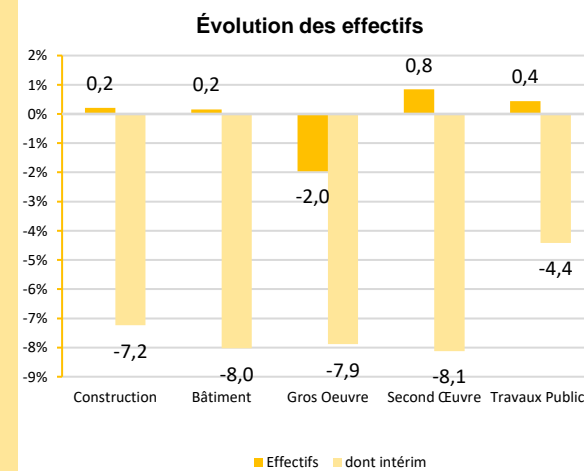
Le gros œuvre serait le seul sous-secteur à s'inscrire encore en baisse.

La difficulté de déboucler des dossiers en raison des taux d'intérêt élevés et des difficultés détaillées en synthèse seraient des facteurs d'explication.

Effectifs, dont intérim

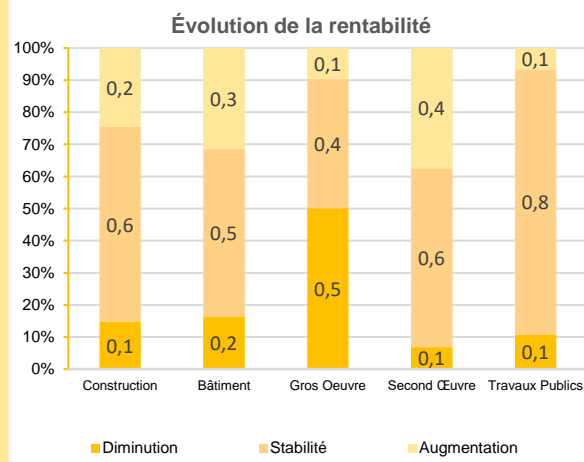
Le gros œuvre serait le seul compartiment où les effectifs baisseraient. La diminution sensible des effectifs intérimaires s'accompagnerait d'embauches en CDI notamment dans le second œuvre.

Les effectifs augmenteraient très faiblement dans les travaux publics selon un processus de ralentissement à l'œuvre depuis quelques années.



Perspectives 2025

Pour 2025 la majorité des entreprises anticipent une stabilité de la rentabilité (entre 50 et 80% selon les sous-secteurs). La part des hausses attendues dépasse celle des baisses, sauf dans le gros œuvre où la diminution primerait. Ces données montrent les pressions qui s'exercent sur les marges et les efforts de rationalisation de la production destinés à y faire face.



Rentabilité



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2023-2024-2025).

Les disparitions et créations d'entreprises sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissement qui ont accepté de participer à l'enquête.

820 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 90 861 personnes

Un chiffre d'affaires global de 24.9 Milliard €

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	382	64 181	120 708	53%
Ind Agricoles et Alimentaires	38	6 932	12 458	55.6%
Equip. Électri./électr. Autres machines	64	12 763	21 944	58.2%
Fab. Matériel de transport	26	7 057	7 678	91.9%
Fab. Autres produits industriels	254	37 394	76 628	48.8%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	130	7 387	24 203	30.5%
Transport et entreposage	103	6 538	16 284	40.15%
Information et communication	27	849	7 919	10.7%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	302	19 376	59 000	32.8%
Bâtiment	241	14 091	47 092	29.92%
Gros oeuvre	65	3 172	11 465	27.67%
Second oeuvre	176	10 919	35 627	30.65%
Travaux publics	61	5 285	11 477	46.05%




Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Centre - Val de Loire Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

30 bis rue de la République - 45006 - ORLEANS CEDEX 1

 **02.38.77.78.47**

 **0615-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

David HUEBER, Responsable du Pôle Études

Directeur de la publication

Christian DELHOMME, Directeur Régional



CENTRE-
VAL DE LOIRE